



[CLIQUEZ ICI POUR LA VERSION AUDIO](#)

26 septembre 2012. Dans le cadre de sa mission officielle à New York, pour la 67ème Session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et immédiatement après son discours, le Président de la Transition, SEM Andry Nirina RAJOELINA, a accordé une interview à Cristina Silveiro, journaliste de la Radio des Nations Unies.

TRANSCRIPTION

Question (Q) : Andry Rajoelina, Bonjour !

Réponse (R) : Bonjour !

Q : Vous venez de vous adresser à l'Assemblée Générale, la 67ème Session, une Session qui est placée sous le règlement des différends par des moyens pacifiques. Madagascar en est un bon exemple et lors de [by Text-Enhance" style="text-decoration: underline;">>votre](#) allocution, vous avez parlé de solidarité sans asphyxiée et vous avez évoquez la souveraineté. Alors, pourquoi ? Qu'est-ce que cela veut dire ?

R : « *Premièrement, comme je le disais tout à l'heure, nous sommes en Transition. Dans un pays en Transition, le peuple veut développer son pays et espère un avenir meilleur. C'est pour cette raison qu'il y avait eu un soulèvement populaire à Madagascar. [by Text-Enhance" style="text-decoration: underline;">>Maintenant](#), pour régler les conflits d'une manière pacifique, Madagascar a bien évidemment besoin de la Communauté internationale pour nous aider, pour nous guider mais la crise a trop traîné donc le peuple se sent un peu asphyxié par des solutions qu'on nous dicte. Personnellement, je suis conscient que c'est la seule voie. Maintenant, on aimerait qu'on nous aide, mais qu'on ne nous*

dicte pas ce qu'on doit faire et ce qu'on ne devrait pas faire. Madagascar a, quand même, pu éviter la guerre civile, nous avons pu développer le pays pendant la période de la Transition. Cela fait trois ans et demi qu'on est en Transition, on n'a pas reçu des aides internationales. Aujourd'hui, nous voulons notre souveraineté et bien évidemment nous rendre aussi notre responsabilité ».

Q : Vous avez aussi évoqué les pressions internationales. Alors, un calendrier électoral a été fixé pour le 8 mai 2013 et face au manque d'entente, « *la solution* » a été évoquée de retirer votre candidature et celle de votre prédécesseur, Marc Ravalomanana, de cette élection présidentielle. Qu'en dites-vous ?

R : « *Je dirais que chaque citoyen qui remplit les conditions d'éligibilité peut se présenter aux élections à Madagascar et aussi dans le monde entier. C'est la souveraineté et il m'appartient de décider si je vais me porter candidat ou pas. Nous réclamons cette souveraineté et on ne veut pas que des pays/ forces extérieures nous dictent ce que nous devons faire* ».

Q : Par rapport à l'économie et au développement, vous avez malgré la crise, malgré la Transition, réussi à faire reculer la dette à 5% du PIB. Comptez-vous en faire de même par rapport à la pauvreté qui reste toujours à 76% ?

R : « *Exactement, nous sommes parmi les pays les moins avancés, mais quand même, nous sommes aussi parmi les pays les moins endettés dans le monde. Ce qui signifie que nous avons des potentiels pour développer notre pays. Il ne faut pas oublier que Dieu a doté des richesses naturelles à Madagascar. Maintenant, je suis confiant qu'on peut vraiment développer notre pays. Nous avons aussi besoin des experts internationaux et des partenaires internationaux pour développer notre pays. On a pu prouver pendant ces trois années que sans l'aide de la Communauté internationale, on a pu quand même faire fonctionner normalement l'Administration malgache* ».

Q : Par rapport à la sécurité nationale, vous avez parlé de développement, d'avoir de l'aide extérieure. Vous êtes aussi venu de ce côté de l'Atlantique pour demander de l'aide, à savoir, éventuellement des hélicoptères, voire de l'aide satellitaire. Est-ce que vous pouvez nous expliquer exactement où ça en est et pourquoi ?

R : « *Comme vous le savez, aujourd'hui à Madagascar, il y a un phénomène de déstabilisation, et aussi en matière de sécurité, il y a ce qu'on appelle « les dahalo » ou les voleurs de zébu qui utilisent des manières modernes aujourd'hui. C'est dû à la pauvreté. Il y a aussi des complicités. Mais la question qui se pose aujourd'hui, pourquoi ils sont en bande de 300 qui attaquent les paysans* ? ».

Q : Qui sont-ils exactement pour ceux qui ne sont pas de Madagascar et qui ne connaissent

pas ?

R : « *Les voleurs de zébu existaient à Madagascar pendant des années. Auparavant, ils étaient par des groupes de 5 ou 10 personnes. Ils sont armés. Maintenant, ils opèrent par centaine, deux cents et même 400. Ils sont armés, donc on les a armé aujourd'hui pour déstabiliser le pays et pour que l'insécurité aussi règne. La question qui se pose est que : Qui a intérêt à déstabiliser le Sud de Madagascar ? Qui donne des armes à ces voleurs de zébu ? Qui donne les formations pour donner les stratégies de vol de zébu par millier ? En tant que dirigeants, nous allons tout faire pour protéger les populations et leurs biens pour que ce phénomène cesse à Madagascar* ».

Q : Alors, dernière question. Vous avez signé hier deux protocoles sur le Droit de l'Homme, l'un sur l'interdiction de la peine de mort, l'autre sur les Droits des enfants. Qu'est ce que cela veut dire pour Madagascar ? Pourquoi en avez-vous fait une priorité ?

R : « *A Madagascar en particulier, et pour moi personnellement, il y a des valeurs divines qui est liée à la vie humaine. Dieu a ordonné chaque être humain de vivre sur cette terre. Dieu est le seul maître de notre destin et qui pourra mettre fin à notre vie. Il faut donc préserver les vies et aussi les humains. Nous sommes contre la peine de mort. Il faut l'abolir. C'est pour cette raison que nous avons signé cet accord, ici, aux Nations Unies* ».

Q : Et pour les enfants ? Souvent, on évoque la question de trafic des enfants à Madagascar.

R : « *Il n'y a pas de trafic d'enfant à Madagascar. C'est ce qu'on essaie de faire croire. Nous sommes, certes, parmi les pays moins avancés, comme un peu partout en Afrique où il y a des enfants mineurs qui travaillent. Tout cela a un rapport à la pauvreté. Ce sont des efforts à fournir, bien évidemment. Nous avons le courage et l'espoir surtout de développer notre pays. Nous sommes contre tout ce qui est trafics humains. Mais Madagascar et les dirigeants n'entrent pas du tout dans ce genre de trafic. Nous sommes là pour protéger nos compatriotes* ».

Q : Merci beaucoup et bon courage !

R : Merci bien !

Transcrit pas Jeannot Ramambazafy, envoyé spécial à New York